



MINISTÈRE DES ARMÉES

DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER

GROUPEMENT DE SOUTIEN COMMISSARIAT NOUVELLE-CALÉDONIE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Vérification réglementaire des engins de levage et maintenance préventive et curative au profit des FANC et du RSMA.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	2
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	2
ARTICLE 3. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	2
ARTICLE 4. DEFINITION DES PRESTATIONS	2
ARTICLE 5. LIEU D'EXECUTION - RECEPTION ET LIVRAISON	4
ARTICLE 6. MESURES DE PREVENTION ET PLAN DE PREVENTION	4

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestation de vérification réglementaire des engins de levage et maintenance préventive et curative, au profit des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) et du Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA).

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'ACCORD-CADRE

Il s'agit d'un marché alloti :

Lot n°	Désignation du lot
1	Prestations de vérifications réglementaires des engins de levage
2	Prestation de maintenance préventive et curative des engins de levage.

Les candidats ont la possibilité de présenter une offre pour un lot ou la totalité des lots. Aucune offre ne peut être présentée pour une fraction de lot. Dans le cas d'une soumission pour les deux lots, les candidats devront fournir un acte d'engagement par lot.

ARTICLE 3. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'effectueront dans les zones géographiques suivantes :

- Nouméa/Grand Nouméa ;
- Tontouta ;
- Plum ;
- Nandaï ;
- Bourail / Kone / Koumac

ARTICLE 4. DEFINITION DES PRESTATIONS

4.1.1 Descriptif des matériels

La liste des différents appareils et accessoires de levage est jointe annexe I du présent CCTP. Cette liste sera amenée à évoluer.

4.1.2 Différente catégorie de vérifications réglementaires

Quel que soit le type de contrôles réglementaires, il est effectué par le titulaire conformément à la réglementation en vigueur.

Au regard de la réglementation en vigueur, il est demandé que le personnel intervenant soit en possession de ses certifications de compétences.

Trois (3) types de contrôles sont définis dans l'arrêté du 1^{er} mars 2004.

▪ Contrôles réglementaires périodiques

En application de l'article R.233-11 du code du travail, cette vérification a pour objet de déceler, en temps utile, toute détérioration susceptible de créer des dangers.

▪ Contrôles réglementaires lors d'une mise en service

Ce contrôle vise la première utilisation d'un appareil et/ou accessoire de levage dans l'établissement, que l'équipement soit neuf ou d'occasion. Ce contrôle initie l'échéancier des contrôles réglementaires périodiques de ce matériel.

En application de l'article R.233-11-1 du code du travail, cette vérification a pour objet de s'assurer que l'appareil est installé conformément aux spécifications prévues, le cas échéant par la notice d'instruction du fabricant et qu'il peut être utilisé en sécurité.

▪ Contrôles réglementaires lors d'une remise en service

Ce contrôle concerne un appareil et/ou accessoire de levage qui a subi une opération de démontage et remontage ou une modification susceptible de mettre en cause la sécurité et santé au travail :

- changement de site d'utilisation des appareils installés à demeure ;
- changement de configuration ou des conditions d'utilisation sur un même site ;
- suite à un démontage suivi d'un remontage de l'appareil ;
- après tout remplacement, réparation ou transformation importante intéressant les organes essentiels de l'appareil ;
- suite à tout accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel de l'appareil.

Cette visite sera réalisée tous les six (6) mois ou douze (12) mois conformément à **l'arrêté du 1^{er} mars 2004 et CT022/018**.

Le titulaire procédera à l'ensemble des examens et essais afin de vérifier le bon état de conservation des appareils de levage et de ses supports, et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

- relevé du compteur horaire ;
- contrôle des courroies ;
- contrôle de direction ;
- contrôle du jeu de direction et des pivots ;
- dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes (contrôle du mât et des chaînes de levage) ;
- contrôle des flexibles hydrauliques ;
- contrôle de l'étanchéité des vérins ;
- contrôle du bon fonctionnement du frein de parking et du frein à pied.

4.2.1 Les différentes catégories de maintenances

Les opérations de maintenance sont effectuées en application des recommandations du fabricant de l'appareil.

▪ Les maintenances préventives

Les opérations de maintenance préventive visent à maintenir un matériel en état de service, à détecter et à prévenir les défaillances. Elles ont pour but de réduire les risques de panne et maintenir dans le temps les performances d'un appareil à un niveau égal à celui des performances initiales.

Ces maintenances ont vocation à permettre un entretien régulier du matériel conformément aux préconisations du fabricant (notices d'entretien) et à préparer le matériel à la visite réglementaire périodique.

Après chaque intervention, le titulaire complètera le carnet de maintenance de l'équipement.

▪ Les maintenances curatives

Les maintenances curatives visent à permettre la remise en fonctionnement d'un équipement de levage suite à une panne ou lorsqu'un dysfonctionnement est détecté.

4.2.2 Modalités d'exécution

4.2.2.1 La maintenance préventive

Le service bénéficiaire transmet la fiche de demande d'intervention (cf. annexe I du présent document) conformément à l'article 5 du CCAP.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire doit effectuer à minima les contrôles listés dans l'annexe II du présent document.

A l'issu de cette intervention le titulaire complète le carnet de maintenance du matériel de levage concerné.

4.2.2.2 La maintenance curative

Le service bénéficiaire transmet la fiche de demande d'intervention (cf. annexe I du présent document) conformément à l'article 5 du CCAP.

A l'issu de cette intervention le titulaire complète le carnet de maintenance du matériel de levage concerné.

ARTICLE 5. LIEU D'EXECUTION - RECEPTION ET LIVRAISON

Le lieu d'exécution des prestations est précisé sur le bon de commande ou de la demande d'intervention.

Le cas échéant, le transport des engins s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement et le déchargement sont également effectués sous sa responsabilité.

Le transfert de responsabilité débute à la toute première opération.

Les frais de transport en cas de déplacement des engins pour effectuer la prestation sont soumis à la validation de l'administration sur la base du devis du titulaire conformément à l'article 5 du CCAP.

ARTICLE 6. MESURES DE PREVENTION ET PLAN DE PREVENTION

Les prestations ne peuvent débuter qu'à compter de la réception des documents énumérés dans le tableau ci-après. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification du marché pour remettre ces documents.

Désignation des documents
Plan de prévention établi avec le chargé de prévention du site concerné.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère Armées (disponible sur Légifrance) et s'engage à s'y conformer.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations par du personnel qualifié ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à un sous-traitant.

Dès la réunion de lancement de l'accord cadre et en tout état de cause avant tout début de prestation, le titulaire contacte les chargés de prévention de chaque emprise militaire de façon à établir les plans de prévention et le protocole de chargement et déchargement.

Les coordonnées des différents chargés de prévention seront fournies au moment du lancement du contrat par les services bénéficiaires.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées dans le plan de prévention pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité des chargements et des déchargements, sécurité incendie, non-utilisation des téléphones et autres équipements du site, port des équipements de protection individuelle (EPI), etc...).

La non-application par le titulaire des mesures et des consignes de sécurité données par le chargé de prévention ou par le correspondant de prévention, peut entraîner la résiliation du contrat conformément à l'article 38 du CCAG/FCS.

Le titulaire informe dans un délai d'un (1) jour ouvré le chargé de prévention d'organisme ou d'emprise concerné de tout accident de travail survenu à son personnel.

Les chargés de prévention et des risques professionnels (CPRP) d'organismes ou d'emprise, communique au titulaire les consignes de sécurité applicables dans le cadre du présent contrat.